



Ville de Lisle-sur-Tarn

Affiché le 17 novembre 2017

(article L2121-25 du CGCT)

CONSEIL MUNICIPAL Compte-rendu

Date de la séance : 15 novembre 2017

Absents excusés (pouvoirs) :

CESSAL Ginette donne pouvoir à Marie-Claude LAMBERTO
GONTIER Chantal donne pouvoir à Daniel LIBBRECHT
GURLINGER Sara donne pouvoir à Eric BLANQUART
PAVANELLO Ghislaine donne pouvoir à Anthony LOPEZ
BRUYERE Michel donne pouvoir à RELAIX Henriette
LEMAIRE Régine donne pouvoir à SANCHEZ Nicole
VEYRIES Laurent donne pouvoir à TKACZUK Jean

1. Adoption de l'ordre du jour

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte l'ordre du jour à **L'UNANIMITE**.

2. Adoption du procès-verbal des séances du 20 juin 2017 et du 26 juillet 2017

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte le procès-verbal des séances du 20 juin 2017 et du 26 juillet 2017 à **L'UNANIMITE**.

3. Décisions municipales

Décisions municipales prises en application de l'article L 2122-22 du CGCT et de la délibération n° 49-2017 du 26 juillet 2017.

Les décisions sont en annexe.

Le conseil est invité à en prendre acte.

4. Urbanisme – ZAC de Rivalou – Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016

La Convention Publique d'Aménagement (C.P.A.) passée avec la société THEMELIA dans le cadre du projet de la Z.A.C. de Rivalou prévoit, conformément aux articles L 305 du Code de l'Urbanisme et L 1523-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, que l'aménageur doit présenter chaque année un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (C.R.A.C.) sur le déroulement de l'opération, du point de vue administratif, financier, des études et de la réalisation.

Après avoir entendu l'exposé et pris connaissance du Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver le CRAC 2016 relatif à la Z.A.C. de Rivalou présenté par la société THEMELIA et joint en annexe

- D'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE** (7 abstentions BLANQUART Eric, BRUYERE Michel, LEMAIRE Régine, RELAIX Henriette, SANCHEZ Nicole, TKACZUK Jean, VEYRIES Laurent).

5. Intercommunalité – Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de l'évaluation des charges transférées

L'évaluation des charges transférées résultant de l'adoption de la FPU (Fiscalité Professionnelle Unique), d'un transfert de compétences, d'une modification de l'intérêt communautaire ou d'une modification du périmètre communautaire est une mission qui incombe à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT). La CLECT doit rendre « *ses conclusions l'année de l'adoption de la Cotisation Foncière sur Les Entreprises (CFE) unique (ex TPU) et lors de chaque transfert de charges ultérieur* » (article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts – CGI).

La CLECT installée en juin dernier a donc évalué les nouveaux transferts de charges induits par la réforme territoriale issue de la loi *NOTRe* du 7 août 2015, la création de la Communauté d'agglomération et par l'harmonisation des compétences communautaires après la fusion des communautés de communes du Rabastinois, Tarn et Dadou et Vère Grésigne Pays Salvagnacois au 1^{er} janvier 2017.

Les charges transférées des communes à la Communauté d'agglomération portent sur les compétences suivantes :

- Contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
- Politique de la ville
- Aires d'accueil des gens du voyage
- Mobilité-Transports (hors transports scolaires)
- Zones d'activités économiques
- Voirie communale selon la définition de l'intérêt communautaire défini par le conseil de communauté
- Scolaire, périscolaire et extra-scolaire.

Les nouveaux transferts de charges à évaluer concernent les communes composant les anciennes communautés de communes du Rabastinois et de Tarn et Dadou, l'harmonisation des compétences s'étant effectuée sur la base de celles déjà exercées par Vère Grésigne - Pays Salvagnacois ou de compétences ciblées territorialement (Aires d'accueil des Gens du voyage, politique de la ville, ZAE communales).

Une fois que la CLECT a adopté son rapport indiquant le montant des charges transférées, celui-ci est transmis par le Président de la CLECT aux communes, qui doivent délibérer sur le montant des charges transférées proposées.

Le montant des charges transférées doit être approuvé à la majorité qualifiée des communes, soit :

- la moitié des communes représentant les deux tiers de la population ;
- ou les deux tiers des communes dépassant la moitié de la population.

Cette procédure de droit commun d'évaluation des charges transférées, codifiée à l'article 1609 nonies C-IV du Code Général des Impôts a été modifiée par l'article 148 de la loi de finances pour 2017 (loi 2016-1917 du 29 décembre 2016). Elle prévoit désormais une approbation par les conseils municipaux à la majorité qualifiée dans les 3 mois suivant la remise du rapport.

Selon l'évaluation de droit commun, le montant des charges transférées est évalué à 17 144 040 € impliquant, compte tenu des attributions de compensation positives antérieures au 1^{er} Janvier 2017, des attributions de compensation « négatives » à verser par les communes des anciennes communautés de communes Tarn et Dadou et du Pays rabastinois d'un montant de 9 425 931 €. Le tableau ci-après détaille ces montants par communes.

| COMMUNES | Attib. Comp. 2016 | TOTAL CHARGES TRANSFEREES | Attib. Comp. 2017 de droit commun |
|----------------------|-------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Aussac | 3 846 | 45 200 | -41 354 |
| Bernac | 1 137 | 32 983 | -31 846 |
| Brens | 199 758 | 795 060 | -595 302 |
| Briatexte | 222 349 | 312 059 | -89 710 |
| Broze | 2 828 | 12 250 | -9 422 |
| Busque | 10 189 | 220 119 | -209 930 |
| Cadalen | 13 264 | 379 557 | -366 293 |
| Castanet | 2 327 | 33 508 | -31 181 |
| Cestayrols | 0 | 74 321 | -74 321 |
| Fayssac | 186 | 64 157 | -63 971 |
| Fénols | 371 | 49 429 | -49 058 |
| Florenth | 7 975 | 158 013 | -150 038 |
| Gaillac | 3 172 669 | 4 343 663 | -1 170 994 |
| Graulhet | 3 326 881 | 4 277 694 | -950 813 |
| Labastide-de-Lévis | 71 979 | 231 827 | -159 848 |
| Labessière-Candeil | 10 791 | 248 380 | -237 589 |
| Lagrange | 125 169 | 361 670 | -236 501 |
| Lasgrausses | 0 | 74 296 | -74 296 |
| Lisle-sur-Tarn | 142 635 | 933 306 | -790 671 |
| Missècle | 0 | 13 592 | -13 592 |
| Montans | 85 938 | 336 379 | -250 441 |
| Mouylarès | 0 | 39 979 | -39 979 |
| Parisot | 0 | 241 966 | -241 966 |
| Peyrole | 0 | 134 488 | -134 488 |
| Puybegon | 0 | 117 243 | -117 243 |
| Rivières | 108 252 | 293 402 | -185 150 |
| Saint-Gauzens | 19 867 | 155 868 | -136 001 |
| Senouillac | 9 300 | 301 170 | -291 870 |
| Técou | 34 498 | 214 090 | -179 592 |
| Coufouleux | 7 128 | 625 485 | -618 357 |
| Giroussens | -14 005 | 353 172 | -367 177 |
| Grazac | -2 085 | 155 662 | -157 747 |
| Loupiac | 5 396 | 77 880 | -72 484 |
| Mézens | -1 250 | 96 893 | -98 143 |
| Rabastens | 129 384 | 1 229 569 | -1 100 185 |
| Roquemaure | 21 332 | 109 712 | -88 380 |
| TOTAL GENERAL | 7 718 109 | 17 144 040 | -9 425 931 |

Le rapport de la CLECT a été approuvé en séance à la majorité le 4 octobre 2017, et a fait l'objet d'un vote à l'UNANIMITE du conseil communautaire par délibération n°339-2017 du 23 octobre 2017.

Il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver le rapport de la CLECT du 4 octobre 2017 joint en annexe,
- D'approuver l'évaluation des charges transférées au 1^{er} janvier 2017 pour un montant global de 17 144 040 € correspondant à des attributions telles qu'elles ressortiraient du droit commun pour 9 425 931 €.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE**.

6. Intercommunalité – Fixation libre des attributions de compensation

L'évaluation des charges transférées résultant de l'adoption de la FPU (Fiscalité Professionnelle Unique), d'un transfert de compétences, d'une modification de l'intérêt communautaire ou d'une modification du périmètre communautaire est une mission qui incombe à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT). La CLECT doit rendre «ses conclusions l'année de l'adoption de la Cotisation Foncière sur Les Entreprises (CFE) unique (ex TPU) et lors de chaque transfert de charges ultérieur» (article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts – CGI).

La CLECT installée en juin dernier a donc évalué les nouveaux transferts de charges induits par la réforme territoriale issue de la loi NOTRe du 7 août 2015, la création de la communauté d'agglomération et par l'harmonisation des compétences communautaires après la fusion des communautés de communes du Rabastinois, Tarn et Dadou et Vère Grésigne Pays Salvagnacois au 1er janvier 2017.

Les charges transférées des communes à la Communauté d'agglomération portent sur les compétences suivantes :

- Contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
- Politique de la ville
- Aires d'accueil des gens du voyage
- Mobilité-Transports (hors transports scolaires)
- Zones d'activités économiques
- Voirie communale selon la définition de l'intérêt communautaire défini par le conseil de communauté
- Scolaire, périscolaire et extra- scolaire.

Les nouveaux transferts de charges à évaluer concernent les communes composant les anciennes communautés de communes du Rabastinois et de Tarn et Dadou, l'harmonisation des compétences s'étant effectuée sur la base de celles déjà exercées par Vère Grésigne Pays Salvagnacois ou de compétences ciblées territorialement (Aires d'accueil des Gens du voyage, politique de la ville, ZAE communales).

La loi prévoit (nouvelle rédaction de l'article 1609 nonies C-V-1bis issue de l'article 163 de la

loi de finances pour 2016) une procédure dérogatoire de fixation des attributions de compensation suivant laquelle «Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.»

A défaut d'accord, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions de droit commun. Les membres de la CLECT ont souhaité proposer au conseil de communauté d'utiliser les dispositions de l'article 1609 nonies C V-1bis concernant la fixation libre des attributions de compensation et les modalités de sa révision.

Pour mémoire, les accords de fiscalisation prévus lors de la fixation des Attributions de compensation provisoires et votés en Mars 2017 ont été basés sur un transfert de fiscalité des communes vers l'intercommunalité.

La proposition de correction des attributions de compensation porte sur 6 points :

- Aires d'accueil des gens du voyage et de la politique de la ville : financement par la fiscalité ménage issue des taux votés le 18 avril 2017 et réduction équivalente de la retenue sur attributions de compensation pour 277 758 €
- Mobilité-transports urbains : financement par le versement transport conformément à la délibération du conseil de communauté du 18 avril 2017 mettant en place, en application de l'article L 2333-67 du CGCT, un versement transport sur l'ensemble du territoire et réduction des retenues sur attributions de compensation à hauteur de 108 639 €
- Création d'une Attribution de compensation d'investissement pour le coût moyen annualisé (investissement) de la compétence voirie comme le permet l'article 148 de la loi de finances rectificative pour 2016 (loi 2016-1918 du 29 décembre 2016) pour un montant global de 838 881 €
- Le coût moyen annualisé (investissement) de la compétence scolaire: financement par la fiscalité ménage issue des taux votés le 18 avril 2017 et réduction équivalente de la retenue sur attributions de compensation pour 1 524 563 €
- Les charges nettes de fonctionnement de la compétence scolaire: afin d'initier la mutualisation de ces charges, proposition de retenir au titre des charges transférées le montant de droit commun de chaque commune diminué d'un montant égal à 137 € par enfant scolarisé de la commune soit 883 641 €
- Modulation des attributions de compensation de fonctionnement par la DGF à hauteur de 231 381 € pour garantir les transferts de fiscalité des communes vers l'intercommunalité prévus lors de la fixation des Attributions de compensation provisoires votées en Mars 2017.

Sur ces bases, les attributions de compensation à verser par les communes des anciennes communautés de communes Tarn et Dadou et du Pays rabastinois seraient ramenées à 6 399 949 € (au lieu de 9 425 931 € selon le droit commun) comme suit :

ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2017 DEROGATOIRE

| COMMUNES | Attib. Comp. 2016 | Attib. Comp. 2017 dérogatoire de fonctionnement AVANT fiscalisation et modulation | Mécanisme Global de modulation AC par fiscalisation et DGF | Attib. Comp. 2017 de fonctionnement proposée au conseil de communauté | Attib. Comp. 2017 d'investissement proposée au conseil de communauté (Voirie) | Attib. Comp. 2017 TOTALE proposée au conseil de communauté |
|----------------------|-------------------|---|--|---|---|--|
| Aussac | 3 846 | -28 674 | 6 471 | -22 203 | -12 681 | -34 883 |
| Bernac | 1 137 | -22 356 | 2 642 | -19 713 | -6 909 | -26 623 |
| Brens | 199 758 | -502 672 | 50 833 | -451 839 | -37 618 | -489 457 |
| Briatexte | 222 349 | -48 236 | 55 576 | 7 340 | -16 719 | -9 379 |
| Broze | 2 828 | -4 335 | 4 352 | 17 | -5 087 | -5 070 |
| Busque | 10 189 | -177 312 | 16 295 | -161 016 | -15 961 | -176 977 |
| Cadalen | 13 264 | -284 376 | 17 832 | -266 544 | -38 428 | -304 972 |
| Castanet | 2 327 | -20 533 | 6 635 | -13 898 | -10 647 | -24 546 |
| Cestayrols | 0 | -60 177 | 16 121 | -44 055 | -12 574 | -56 630 |
| Fayssac | 186 | -51 469 | 3 841 | -47 629 | -7 236 | -54 865 |
| Férols | 371 | -26 663 | 4 938 | -21 724 | -15 813 | -37 537 |
| Florenth | 7 975 | -119 752 | 6 310 | -113 442 | -9 848 | -123 290 |
| Gaillac | 3 172 669 | -559 179 | 258 862 | -300 318 | -100 000 | -400 318 |
| Graulhet | 3 326 881 | -535 263 | 173 656 | -361 607 | -41 798 | -403 405 |
| Labastide-de-Lévis | 71 979 | -100 132 | 10 699 | -89 433 | -23 347 | -112 781 |
| Labessière-Candeil | 10 791 | -198 740 | 8 779 | -189 961 | -20 053 | -210 014 |
| Lagrange | 125 169 | -207 006 | 64 898 | -142 108 | -14 629 | -156 737 |
| Lasgraises | 0 | -57 900 | 10 874 | -47 026 | -14 737 | -61 764 |
| Lisle-sur-Tarn | 142 635 | -591 641 | 58 845 | -532 796 | -42 000 | -574 796 |
| Missècle | 0 | -9 520 | 2 230 | -7 291 | -4 071 | -11 362 |
| Montans | 85 938 | -202 743 | 27 056 | -175 687 | -28 128 | -203 815 |
| Mouylarès | 0 | -36 365 | 4 602 | -31 763 | -3 614 | -35 377 |
| Parisot | 0 | -183 376 | 17 146 | -166 230 | -16 804 | -183 034 |
| Peyrole | 0 | -95 515 | 9 190 | -86 325 | -16 804 | -103 129 |
| Puybegon | 0 | -93 743 | 12 480 | -81 264 | -15 632 | -96 895 |
| Rivières | 108 252 | -129 484 | 14 677 | -114 807 | -30 906 | -145 714 |
| Saint-Gauzens | 19 867 | -103 357 | 22 960 | -80 397 | -22 534 | -102 931 |
| Senouillac | 9 300 | -221 174 | 17 686 | -203 488 | -50 264 | -253 752 |
| Técou | 34 498 | -138 304 | 16 049 | -122 255 | -23 480 | -145 735 |
| Coufouleux | 7 128 | -470 591 | 45 814 | -424 777 | -31 696 | -456 473 |
| Giroussens | -14 005 | -309 539 | 22 221 | -287 318 | -3 500 | -290 818 |
| Grazac | -2 085 | -112 857 | 12 071 | -100 786 | -20 000 | -120 786 |
| Loupiac | 5 396 | -58 005 | 14 168 | -43 837 | -14 478 | -58 315 |
| Mézens | -1 250 | -73 143 | 6 996 | -66 148 | -8 108 | -74 255 |
| Rabastens | 129 384 | -787 622 | 83 536 | -704 086 | -72 774 | -776 860 |
| Roquemaure | 21 332 | -54 337 | 7 681 | -46 655 | -30 000 | -76 655 |
| TOTAL GENERAL | 7 718 109 | -6 676 092 | 1 115 022 | -5 561 070 | -838 879 | -6 399 949 |

Un montant négatif se traduit par une attribution à verser par la commune à la Communauté d'agglomération.

Par ailleurs, les membres de la CLECT ont préconisé des modalités de révision libre des attributions de compensation présentées ci-après qui ont été approuvées par délibération du conseil communautaire le 23 octobre 2017 :

1- Révision automatique au titre des contrats aidés

Pour mémoire, les charges transférées ont été calculées sans déduire en ce qui concerne les charges de personnel les aides au titre des contrats aidés notamment.

Les attributions de compensation de fonctionnement présentées dans le tableau ci-dessus pourront être révisées automatiquement pour réduire le montant des attributions de compensation communales du montant correspondant aux recettes perçues par la Communauté d'agglomération ou par les syndicats à compétence scolaire selon la clef de répartition constatée fin 2016 .

2- Autres cas de révision

A été qualifiée en tant que clause de revoyure :

- La vérification, en cas d'écart significatif, de la concordance entre l'évaluation des charges transférées relatives notamment au scolaire et la réalité du compte administratif 2017 en investissement et en fonctionnement.
- La révision, en lien avec la définition de l'intérêt communautaire, des enveloppes voiries découlant des charges transférées

3- Traitement des excédents des syndicats

A la dissolution des syndicats et des régies, la Communauté d'agglomération reprend l'actif et le passif. Aussi, il a été validé que les résultats soient traités comme suit :

- Les excédents seront remboursés aux communes après comptabilisation des dépenses et des recettes engagées en 2016 et exécutées en 2017 tant en fonctionnement qu'en investissement.
- Les déficits seront remboursés par les communes après comptabilisation des dépenses et des recettes engagées en 2016 et exécutées en 2017 tant en fonctionnement qu'en investissement.
- Il sera fait application des clés de répartition entre communes en vigueur dans les syndicats.

Une délibération spécifique de la Communauté d'agglomération viendra formaliser ces opérations menées en lien avec le Trésor Public.

Au cours des débats, les membres de la CLECT ont identifié un certain nombre de difficultés et de facteurs d'iniquités entre les communes tels que le niveau des valeurs locatives cadastrales, le revenu par habitant, le potentiel fiscal ou financier par habitant et mis en avant des axes de travail. Aussi, le conseil de communauté, s'appuyant sur la proposition de la CLECT, a approuvé le lancement des études nécessaires à la mise en place du pacte financier et fiscal en 2018.

Par délibération n°340-2017 en date du 23 octobre 2017, le conseil communautaire a validé le principe de fixation libre des attributions de compensation et les montants repris dans le tableau ci-dessus à l'unanimité.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D'approuver la méthode de fixation libre des attributions de compensation et les corrections des Attributions de Compensation communales pour le financement des charges transférées telles que mentionnées dans le rapport de la CLECT du 4 octobre 2017,
- D'approuver les montants individuels des attributions de compensation à verser par la commune de Lisle-sur-Tarn qui s'élèvent à 574 796 € (Fonctionnement 532 796 € et Investissement 42 000 €) suivant le tableau ci-dessus qui constitueront des dépenses obligatoires,

- D'approuver les modalités de révision libre telles que proposées par la CLECT et le conseil de communauté des attributions de compensation ainsi fixées ainsi que les modalités portant sur le traitement des résultats des syndicats et le transfert des emprunts,
- D'approuver, sur la base des axes de travail préconisés par la CLECT, le principe de lancer les études nécessaires à l'élaboration du pacte financier et fiscal en 2018,
- D'autoriser Madame le Maire à signer tout document se rapportant à la présente délibération et à effectuer, après approbation par la commune de l'attribution de compensation proposée dans le cadre de la fixation libre, les opérations comptables nécessaires.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE**.

7. Intercommunalité – rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable – Année 2016

En application des dispositions de l'article L 1411-3 du Code général des Collectivités Territoriales, il est demandé au conseil municipal de prendre acte du rapport pour l'année 2016 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable présenté par le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la moyenne vallée du Tarn.

Le rapport est consultable auprès du secrétariat général de la mairie.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal prend acte.

8. Intercommunalité – Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet – Convention relative à l'entretien courant des bâtiments implantés sur la commune et avenant – Autorisation de signature

La communauté de communes Tarn & Dadou avait choisi comme mode de gestion de son patrimoine bâti de s'appuyer sur les communes afin de procéder à l'entretien des bâtiments relevant de ses compétences.

La signature de la convention a été effectuée en date du 28 mars 2016. Il s'avère qu'une délibération devait précéder cette signature, il est donc nécessaire de régulariser cette situation.

La récente fusion et les choix engendrés en matière de transfert de compétences ont profondément bouleversé le dit patrimoine, notamment au travers de la compétence scolaire – périscolaire et extra-scolaire. Une véritable réflexion doit être menée à l'échelle du territoire pour que l'entretien et le suivi des bâtiments puisse toujours être effectués dans des conditions de réactivité et de proximité optimales. Toutefois, dans cette période d'installation, il semble opportun de poursuivre les méthodes précédemment mises en œuvre concernant les bâtiments déjà référencés dans la convention initiale, tout en revalorisant les aspects

financiers de prise en charge par l'intercommunalité par voie d'avenant.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- De régulariser l'autorisation de signature de la convention initiale signée avec la communauté de communes Tarn & Dadou dont un exemplaire est joint en annexe.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer le projet d'avenant à cette convention joint en annexe.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE**.

9. Finances – Commune – Budget 2017 – Décision modificative n°1

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les modifications de crédits suivantes :

| | | BP | DM1 | RàR | Total |
|-----------------------------------|--|-----------------------|---------------------|------------|-----------------------|
| DEPENSES de FONCTIONNEMENT | | 3 258 617,00 € | 418 048,00 € | - € | 3 676 665,00 € |
| O11 | Charges à caractère général | 582 595,00 € | 23 000,00 € | - € | 605 595,00 € |
| 60611 | Eau & assainissement | 41 500,00 € | - € | | 41 500,00 € |
| 60612 | Energie-électricité | 113 000,00 € | 7 000,00 € | | 120 000,00 € |
| 60621 | Combustibles | 28 000,00 € | - € | | 28 000,00 € |
| 60622 | Carburants | 13 600,00 € | 4 000,00 € | | 17 600,00 € |
| 60623 | Alimentation | 900,00 € | - € | | 900,00 € |
| 60624 | Produits de traitement | 7 000,00 € | - € | | 7 000,00 € |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 500,00 € | - € | | 500,00 € |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 8 000,00 € | - € | | 8 000,00 € |
| 60632 | F. de petit équipement | 20 000,00 € | 10 000,00 € | | 30 000,00 € |
| 60633 | F. de Voirie | 2 000,00 € | - € | | 2 000,00 € |
| 60636 | Vêtements de travail | 4 000,00 € | - € | | 4 000,00 € |
| 6064 | Fournitures administratives | 6 700,00 € | - € | | 6 700,00 € |
| 6065 | Livres,disques,cassettes | 250,00 € | - € | | 250,00 € |
| 6068 | Autres matières & fournitures | 300,00 € | - € | | 300,00 € |
| 611 | Contrats prestat° services | 11 000,00 € | - € | | 11 000,00 € |
| 6135 | Locations mobilières | 15 320,00 € | - € | | 15 320,00 € |
| 61521 | Entretien de terrains | 13 500,00 € | - € | | 13 500,00 € |
| 615221 | Entretien et réparations bâtiments publics | 7 000,00 € | - € | | 7 000,00 € |
| 615231 | Entretien et réparations voiries | 5 000,00 € | - € | | 5 000,00 € |
| 615232 | Entretien et réparations réseaux | 20 000,00 € | - € | | 20 000,00 € |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 25 000,00 € | - € | | 25 000,00 € |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 4 000,00 € | - € | | 4 000,00 € |
| 6156 | Maintenance | 35 700,00 € | - € | | 35 700,00 € |
| 6161 | Assurances multirisques | 29 500,00 € | 1 000,00 € | | 30 500,00 € |
| 6182 | Doc. générale et Technique | 1 600,00 € | - € | | 1 600,00 € |
| 6184 | Versements à des organ.form. | 3 900,00 € | - € | | 3 900,00 € |
| 6188 | Autres frais divers | 2 400,00 € | - € | | 2 400,00 € |
| 6225 | Indemn. comptable,régisseur | 950,00 € | - € | | 950,00 € |
| 6226 | Honoraires | 10 000,00 € | - € | | 10 000,00 € |
| 6228 | Divers | 11 550,00 € | - € | | 11 550,00 € |
| 6231 | Annonces et insertions | 500,00 € | - € | | 500,00 € |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 45 700,00 € | - € | | 45 700,00 € |

| | | | | | |
|-----------------------------------|--|-----------------------|----------------------|------------|-----------------------|
| 6236 | Catalogues et imprimés | 15 000,00 € | - € | | 15 000,00 € |
| 6247 | Transp.collectifs | 200,00 € | - € | | 200,00 € |
| 6251 | Frais de déplacement | 1 200,00 € | - € | | 1 200,00 € |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 8 500,00 € | - € | | 8 500,00 € |
| 6262 | Frais de télécommunication | 15 000,00 € | - € | | 15 000,00 € |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 1 500,00 € | - € | | 1 500,00 € |
| 6282 | Frais de gardiennage | 475,00 € | - € | | 475,00 € |
| 62848 | Redevances déchets | 6 500,00 € | - € | | 6 500,00 € |
| 63512 | Taxes foncières | 10 100,00 € | 1 000,00 € | | 11 100,00 € |
| 6355 | Taxes & impôts sur véhicules | 750,00 € | - € | | 750,00 € |
| 637 | Autres impôts & taxes | 35 000,00 € | - € | | 35 000,00 € |
| 012 | Charges personnel & frais assimilés | 1 170 000,00 € | 22 800,00 € | - € | 1 192 800,00 € |
| 6336 | Cotisation CNG,CG de la FPT | 6 560,00 € | - € | | 6 560,00 € |
| 6338 | Autres impôts & taxes | 2 250,00 € | - € | | 2 250,00 € |
| 64111 | Rémunération principale (PT) | 581 300,00 € | - € | | 581 300,00 € |
| 64112 | N.B.I. sup. familial traitement | 17 685,00 € | - € | | 17 685,00 € |
| 64118 | Autres indemnités (PT) | 89 855,00 € | - € | | 89 855,00 € |
| 64131 | Rémunération | 67 625,00 € | - € | | 67 625,00 € |
| 64138 | Autres indemnités (PT) | 4 845,00 € | - € | | 4 845,00 € |
| 64168 | Autres | 11 090,00 € | - € | | 11 090,00 € |
| 6417 | Rémunération des apprentis | 28 730,00 € | - € | | 28 730,00 € |
| 6451 | Cotisations à l'URSSAF | 92 660,00 € | - € | | 92 660,00 € |
| 6453 | Cotisations caisses retraite | 190 260,00 € | - € | | 190 260,00 € |
| 6454 | Cotisations ASSEDIC | 5 525,00 € | - € | | 5 525,00 € |
| 6455 | Cotisations Assurances Personnel | 21 000,00 € | 22 800,00 € | | 43 800,00 € |
| 6456 | Cotisations FNC suppl.fam. | 39 060,00 € | - € | | 39 060,00 € |
| 6457 | Cotis. soc. liées apprentissage | 1 560,00 € | - € | | 1 560,00 € |
| 6458 | Cotisations autres organismes (CNAS) | 2 335,00 € | - € | | 2 335,00 € |
| 64731 | Allocations de Chômage versées directement | 4 130,00 € | - € | | 4 130,00 € |
| 6478 | Autres charges sociales | 3 530,00 € | - € | | 3 530,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 158 350,00 € | 42 000,00 € | - € | 200 350,00 € |
| 651 | Redevances pour concessions | 300,00 € | - € | | 300,00 € |
| 6531 | Indemnités élus | 65 500,00 € | - € | | 65 500,00 € |
| 6532 | Frais de mission élus | 750,00 € | - € | | 750,00 € |
| 6533 | Cotisations retraite élus | 3 650,00 € | - € | | 3 650,00 € |
| 6534 | Cot. Part Pat. Elus | 5 750,00 € | - € | | 5 750,00 € |
| 6541 | Pertes sur créances irrécouv. | 600,00 € | - € | | 600,00 € |
| 65548 | Contribution organ.regroup. | 7 900,00 € | - € | | 7 900,00 € |
| 6558 | Autres dépenses obligatoires | 400,00 € | 42 000,00 € | | 42 400,00 € |
| 657362 | CCAS | 12 000,00 € | - € | | 12 000,00 € |
| 6574 | Subv. fonct. person. droit privé | 61 500,00 € | - € | | 61 500,00 € |
| 66 | Charges financières | 266 109,00 € | 80 000,00 € | - € | 346 109,00 € |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 274 000,00 € | 80 000,00 € | | 354 000,00 € |
| 661121 | Montant des ICNE de l'exercice | 152 110,00 € | - € | | 152 110,00 € |
| 661122 | Montant des ICNE de l'exercice N-1 | - 160 401,00 € | - € | | - 160 401,00 € |
| 6688 | Autres charges financières | 400,00 € | - € | | 400,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 500,00 € | - € | - € | 1 500,00 € |
| 673 | Titres annulés (exerc.antér.) | 1 500,00 € | - € | | 1 500,00 € |
| 014 | Atténuations de produits | 627 663,00 € | - 94 367,00 € | - € | 533 296,00 € |
| 7391171 | Dégrèvement TF jeunes agriculteurs | 500,00 € | - € | | 500,00 € |
| 739211 | Attribution de compensation | 627 163,00 € | - 94 367,00 € | | 532 796,00 € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 115 600,00 € | - € | - € | 115 600,00 € |
| 6811 | Dot.amort.immos incorp.& corp | 115 600,00 € | - € | | 115 600,00 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 336 800,00 € | 344 615,00 € | - € | 681 415,00 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 336 800,00 € | 344 615,00 € | | 681 415,00 € |
| RECETTES de FONCTIONNEMENT | | 3 258 617,00 € | 418 048,00 € | - € | 3 676 665,00 € |
| 70 | Produits des services, du domaine & ventes diverses | 224 000,00 € | - € | - € | 224 000,00 € |
| 70311 | Concessions dans les cimetières | 4 500,00 € | - € | | 4 500,00 € |
| 70688 | Autres prestations de services | 17 000,00 € | - € | | 17 000,00 € |

| | | | | | |
|------------|--|-----------------------|----------------------|------------|-----------------------|
| 70876 | Remb par le GFP de rattachement | 200 000,00 € | - € | | 200 000,00 € |
| 70878 | Remb par autres redevables | 2 500,00 € | - € | | 2 500,00 € |
| 73 | Impôts & taxes | 2 030 000,00 € | - 17 115,00 € | - € | 2 012 885,00 € |
| 73111 | Contributions directes | 1 830 000,00 € | - 15 000,00 € | | 1 815 000,00 € |
| 73223 | Fonds National de Péréquation | 90 000,00 € | - 2 115,00 € | | 87 885,00 € |
| 7351 | Taxe sur l'électricité | 95 000,00 € | - € | | 95 000,00 € |
| 7381 | Taxe add. droits de mutation | 15 000,00 € | - € | | 15 000,00 € |
| 74 | Dotations & participations | 979 610,00 € | 15 978,00 € | - € | 995 588,00 € |
| 7411 | Dotation forfaitaire DGF | 330 000,00 € | 16 528,00 € | | 346 528,00 € |
| 74121 | Dot Solidarité Rurale | 425 000,00 € | - € | | 425 000,00 € |
| 74127 | Dot nationale de péréquation | 140 000,00 € | - € | | 140 000,00 € |
| 74718 | Etat Autres (Remb. Frais d'assemblée, urnes...) | 1 500,00 € | - € | | 1 500,00 € |
| 7478 | Participation autres organismes | 4 000,00 € | - € | | 4 000,00 € |
| 74832 | Attribution dufonds départemental de la taxe prof. | 1 000,00 € | - € | | 1 000,00 € |
| 74834 | Etat/compens.tax. fonc. | 35 000,00 € | - 550,00 € | | 34 450,00 € |
| 74835 | Comp. exonération taxe d'hab. | 35 000,00 € | - € | | 35 000,00 € |
| 7484 | Dotation de Recensement | 8 000,00 € | - € | | 8 000,00 € |
| 7488 | Autres attribut° et participat° | 110,00 € | - € | | 110,00 € |
| 75 | Autres produits & gestion courante | 15 000,00 € | - € | - € | 15 000,00 € |
| 752 | Revenus des immeubles | 15 000,00 € | - € | | 15 000,00 € |
| 76 | Produits financiers | 7,00 € | - € | - € | 7,00 € |
| 7621 | Prod immo financ. régl. échéance | 7,00 € | - € | | 7,00 € |
| 77 | Produits exceptionnels | 2 000,00 € | - € | - € | 2 000,00 € |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 2 000,00 € | - € | | 2 000,00 € |
| O13 | Atténuation de charges | 8 000,00 € | - € | - € | 8 000,00 € |
| 6419 | Remb. rémunérations personnel | 8 000,00 € | - € | | 8 000,00 € |
| 002 | Chapîtres codifiés | - € | 419 185,00 € | - € | 419 185,00 € |
| 002 | Excédent de fonctionnement reporté | - € | 419 185,00 € | | 419 185,00 € |

| | | | | | |
|----------------------------------|--|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 1 035 010,00 € | 953 642,00 € | 305 732,32 € | 1 988 652,00 € |
| 001 | Déficit Reporté | - € | 316 071,00 € | - € | 316 071,00 € |
| 001 | Déficit Reporté | - € | 316 071,00 € | | 316 071,00 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 452 705,00 € | - € | - € | 452 705,00 € |
| 1641 | Remboursement Capital d'Emprunts | 329 920,00 € | - € | | 329 920,00 € |
| 16441 | Opérations Afférentes à l'Emprunt | 122 785,00 € | - € | | 122 785,00 € |
| 20 | Immobilisations Incorporelles | - € | 7 000,00 € | - € | 7 000,00 € |
| 2031 | Frais d'études | | 7 000,00 € | | 7 000,00 € |
| 204 | Immobilisations Incorporelles | 97 000,00 € | 110 000,00 € | 110 000,00 € | 207 000,00 € |
| 2041512 | GFP de rattachement | 55 000,00 € | 110 000,00 € | 110 000,00 € | 165 000,00 € |
| 2041512 | GFP de rattachement - Attribution de compensation | 42 000,00 € | - € | | 42 000,00 € |
| 21 | Immobilisations Corporelles | 421 575,00 € | 520 571,00 € | 195 732,32 € | 942 146,00 € |
| 2112 | Terrains de voirie | 100 000,00 € | 260 000,00 € | 184 051,48 € | 360 000,00 € |
| 2128 | Autres Agencements et Aménagements de Terrains | 278 000,00 € | 50 000,00 € | | 328 000,00 € |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 1 575,00 € | 30 000,00 € | 1 050,60 € | 31 575,00 € |
| 2152 | Installations de voirie | 30 000,00 € | 50 000,00 € | 807,60 € | 80 000,00 € |
| 21534 | Réseaux d'électrification | - € | 7 000,00 € | 1 632,00 € | 7 000,00 € |
| 2158 | Autres installations, matériel et outillage techniques | 7 000,00 € | 32 000,00 € | 8 190,64 € | 39 000,00 € |
| 2182 | Matériel de Transport | - € | 50 000,00 € | | 50 000,00 € |
| 2183 | Matériel de bureau et matériel informatique | 5 000,00 € | 41 571,00 € | - € | 46 571,00 € |
| 23 | Immobilisations en Cours | 63 730,00 € | - € | - € | 63 730,00 € |
| 2315 | Installations, matériels et outillages techniques | 63 730,00 € | - € | | 63 730,00 € |

| | | | | | |
|----------------------------------|---|-----------------------|---------------------|--------------------|-----------------------|
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 1 035 010,00 € | 953 642,00 € | 72 722,00 € | 1 988 652,00 € |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 336 800,00 € | 344 615,00 € | - € | 681 415,00 € |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 336 800,00 € | 344 615,00 € | | 681 415,00 € |
| 024 | Produits des Cessions | 4 000,00 € | - € | - € | 4 000,00 € |
| 024 | Produits des Cessions | 4 000,00 € | - € | | 4 000,00 € |
| 040 | Opérations d'Ordre | 115 600,00 € | - € | - € | 115 600,00 € |
| 28 | Amortissements Immobilisations | 115 600,00 € | - € | | 115 600,00 € |
| 10 | Dotations, fonds divers | 81 300,00 € | 549 081,00 € | - € | 630 381,00 € |

| | | | | | |
|-----------|---|---------------------|----------------------|--------------------|---------------------|
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | - € | 549 081,00 € | | 549 081,00 € |
| 10222 | FCTVA | 48 000,00 € | - € | | 48 000,00 € |
| 10226 | Taxe d'Aménagement | 33 300,00 € | - € | | 33 300,00 € |
| 10251 | Dons et Legs (Œuvres d'Art) | - € | - € | | - € |
| 13 | Subventions d'Investissement | 174 400,00 € | 60 722,00 € | 72 722,00 € | 235 122,00 € |
| 1321 | Etat et établissements nationaux | 93 200,00 € | - 93 200,00 € | - € | - € |
| 1323 | Départements | 46 400,00 € | - € | | 46 400,00 € |
| 13251 | GFP de rattachement | 34 800,00 € | 51 301,00 € | 51 301,00 € | 86 101,00 € |
| 1328 | Autres | - € | 1 983,00 € | 1 983,00 € | 1 983,00 € |
| 1341 | Dotations d'équipement des territoires ruraux | - € | 100 638,00 € | 19 438,00 € | 100 638,00 € |
| 1346 | Participation pour Voirie et Réseaux | - € | - € | | - € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 322 910,00 € | - 72 910,00 € | - € | 250 000,00 € |
| 1641 | Emprunts | 250 000,00 € | - € | | 250 000,00 € |
| 1641 | Emprunts (remboursement par la C. d'Agglo) | 10 840,00 € | - 10 840,00 € | | - € |
| 16441 | Emprunts (remboursement par la C. d'Agglo) | 62 070,00 € | - 62 070,00 € | | - € |
| 27 | Autres immobilisations financières | - € | 72 134,00 € | - € | 72 134,00 € |
| 276351 | Remboursement capital de l'annuité | - € | 72 134,00 € | | 72 134,00 € |

| | | | | |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|------------|-----------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 3 258 617,00 € | 418 048,00 € | - € | 3 676 665,00 € |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 3 258 617,00 € | 418 048,00 € | - € | 3 676 665,00 € |
| SOLDE | - € | - € | - € | - € |

| | | | | |
|----------------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 1 035 010,00 € | 953 642,00 € | 305 732,32 € | 1 988 652,00 € |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 1 035 010,00 € | 953 642,00 € | 72 722,00 € | 1 988 652,00 € |
| SOLDE | - € | - € | - 233 010,32 € | - € |

| | | | | |
|----------------------|------------|------------|-----------------------|------------|
| SOLDE GENERAL | - € | - € | - 233 010,32 € | - € |
|----------------------|------------|------------|-----------------------|------------|

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE** (6 abstentions BRUYERE Michel, LEMAIRE Régine, RELAIX Henriette, SANCHEZ Nicole, TKACZUK Jean, VEYRIES Laurent).

10. Finances – Assainissement – Budget 2017 – Décision modificative n°1

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les modifications de crédits suivantes :

| | | BP | DM 1 | RàR | Total |
|-----------------------------------|---|--------------------|--------------------|------------|---------------------|
| Dépenses de Fonctionnement | | 88 300,00 € | 53 400,00 € | - € | 141 700,00 € |
| 66 | Charges financières | 15 700,00 € | - € | - € | 15 700,00 € |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 16 157,45 € | - € | | 16 157,45 € |
| 661121 | ICNE de l'Exercice (Rattachement fin d'année) | 6 668,55 € | - € | | 6 668,55 € |
| 661122 | ICNE de l'Exercice N-1 (Contre-passation) | - 7 126,00 € | - € | | - 7 126,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 2 500,00 € | - € | - € | 2 500,00 € |
| 673 | Titres Annulés (exerc.antér.) | 2 500,00 € | - € | | 2 500,00 € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 54 739,98 € | - € | - € | 54 739,98 € |
| 6811 | ORDRE Dotations aux Amortissements. | 54 739,98 € | - € | | 54 739,98 € |
| 023 | ORDRE Virement à l'Investissement | 15 360,02 € | 53 400,00 € | - € | 68 760,02 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 15 360,02 € | 53 400,00 € | | 68 760,02 € |

| | | BP | DM 1 | RàR | Total |
|-----------------------------------|--|--------------------|--------------------|------------|---------------------|
| Recettes de Fonctionnement | | 88 300,00 € | 53 400,00 € | - € | 141 700,00 € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 48 277,50 € | - € | - € | 48 277,50 € |
| 777 | ORDRE Quote-Part des Subventions | 48 277,50 € | - € | | 48 277,50 € |
| 70 | Produits des services, du domaine & ventes diverses | 39 000,00 € | - € | - € | 39 000,00 € |
| 70611 | Redevance Assainissement Collectif | 21 150,00 € | - € | | 21 150,00 € |

| | | | | | |
|------------|--|-------------------|--------------------|-----|--------------------|
| 70613 | Participation Assainissement Collectif | 17 850,00 € | - € | | 17 850,00 € |
| 77 | Produits exceptionnels | 1 022,50 € | - € | - € | 1 022,50 € |
| 773 | Mandats annulés exercices antérieurs | 1 022,50 € | - € | | 1 022,50 € |
| 002 | Excédent Antérieur Reporté Fonct. | - € | 53 400,00 € | - € | 53 400,00 € |
| 002 | Excédent Reporté | - € | 53 400,00 € | | 53 400,00 € |

| | | | | | |
|----------------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|------------|---------------------|
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 85 774,00 € | 78 433,52 € | - € | 164 207,52 € |
| 040 | Opérations d'ordre | 48 277,50 € | - € | - € | 48 277,50 € |
| 1391 | Subventions d'Equipement | 48 277,50 € | | | 48 277,50 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 33 896,50 € | - € | - € | 33 896,50 € |
| 1641 | Emprunts | 33 896,50 € | | | 33 896,50 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 3 600,00 € | 77 443,52 € | - € | 81 043,52 € |
| 2156 | Réseaux d'assainissement | 3 600,00 € | 77 443,52 € | | 81 043,52 € |
| 001 | Résultat reporté | - € | 990,00 € | - € | 990,00 € |
| 001 | Déficit Antérieur Reporté | - € | 990,00 € | | 990,00 € |

| | | | | | |
|----------------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 85 774,00 € | 78 433,52 € | 25 033,52 € | 164 207,52 € |
| 021 | Opérations d'ordre | 15 360,02 € | 53 400,00 € | - € | 68 760,02 € |
| 021 | Virement du Fonctionnement | 15 360,02 € | 53 400,00 € | | 68 760,02 € |
| 040 | Opérations d'ordre | 54 739,98 € | - € | - € | 54 739,98 € |
| 28156 | Amortissements des immobilisations | 54 739,98 € | | | 54 739,98 € |
| 13 | Subventions d'Investissement | 15 674,00 € | 25 033,52 € | 25 033,52 € | 40 707,52 € |
| 13111 | Agence de l'eau | 15 674,00 € | 18 676,86 € | 18 676,86 € | 34 350,86 € |
| 1313 | Département | - € | 6 356,66 € | 6 356,66 € | 6 356,66 € |

| | | | | |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|------------|---------------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 88 300,00 € | 53 400,00 € | - € | 141 700,00 € |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 88 300,00 € | 53 400,00 € | - € | 141 700,00 € |
| SOLDE | - € | - € | - € | - € |

| | | | | |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 85 774,00 € | 78 433,52 € | - € | 164 207,52 € |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 85 774,00 € | 78 433,52 € | 25 033,52 € | 164 207,52 € |
| SOLDE | - € | - € | 25 033,52 € | - € |

| | | | | |
|----------------------|------------|------------|--------------------|------------|
| SOLDE GENERAL | - € | - € | 25 033,52 € | - € |
|----------------------|------------|------------|--------------------|------------|

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE** (6 abstentions BRUYERE Michel, LEMAIRE Régine, RELAIX Henriette, SANCHEZ Nicole, TKACZUK Jean, VEYRIES Laurent).

11. Finances – Centre Communal d'Action Sociale – Subvention 2017

Afin d'assurer le bon fonctionnement du budget, il est demandé au conseil municipal d'attribuer au titre de l'exercice 2017 une subvention au CCAS d'un montant de 12 000€.

Les crédits nécessaires seront prélevés au budget, chapitre 65.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE**.

12. Administration Générale - Motion relative à l'impact de la loi de finances sur la politique du logement social

La question du logement, et tout particulièrement celle du logement social, centrale pour nos territoires ne peut pas être sacrifiée pour des enjeux strictement budgétaires de court terme. C'est avant tout une question sociale et économique, qui engage un modèle de société et qui concerne chacun des acteurs de notre territoire.

La rédaction actuelle de l'article 52 du projet de loi de Finances pour 2018 prévoit une baisse des loyers dans le parc social qui aura, dès le 1er janvier prochain, des conséquences désastreuses sur notre commune.

Pour notre principal bailleur social, Tarn Habitat, cela représente une diminution de 5 millions d'euros par an de ses ressources, soit environ 15 % de son budget.

Ainsi, l'office connaîtra un autofinancement proche de zéro dès 2018 et sera dans l'impossibilité de reconstituer les fonds nécessaires pour entretenir, rénover, réhabiliter et construire. Les conséquences sont extrêmement importantes :

- 15 millions d'euros de travaux par an qui ne pourront être financés en 2018,
- Gel de tous les projets de construction,
- Dépenses d'entretien divisées par deux,
- Renonciation d'embauches prévues et diminution drastique des commandes aux entreprises et associations d'insertion,
- Suppression d'emplois et, par ricochet, moins d'activités pour les entreprises locales petites et moyennes.

De plus, les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU qui les oblige à augmenter la quantité de logements sociaux seront dans l'impossibilité d'y faire face.

Elles devront donc payer des amendes qu'elles honoreront avec l'argent des contribuables locaux.

L'impossibilité de remettre à niveau des logements anciens déqualifiés et les difficultés futures pour entretenir le patrimoine vieillissant et garantir son attractivité constituent des menaces pour les équilibres sociaux du territoire, tant en zone rurale que plus urbanisée.

Les bailleurs sociaux sont des acteurs incontournables des politiques économiques, de l'emploi, de la cohésion sociale et de l'aménagement de nos territoires. De nombreux projets sont susceptibles d'être remis en cause du fait de cette mesure.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D'appeler au retrait immédiat des dispositions de l'article 52 du projet de loi de finances pour 2018 visant à remettre en cause le modèle du logement social français.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE**.

13. Administration Générale – Convention d’adhésion au service d’aide à l’archivage et mise en œuvre d’une mission d’archivage – Autorisation de signature.

Afin d’assurer un archivage cohérent dans la continuité de l’organisation actuelle, le centre de gestion du Tarn propose une mission avec mise à disposition d’un agent.

Cette mission comprend : le diagnostic, le traitement, la maintenance et d’éventuelles autres interventions pour lesquelles l’archiviste serait susceptible d’apporter son expertise.

La base financière de la mise en œuvre est effectuée sur devis établi sur la base d’une tarification adoptée par le conseil d’administration du centre de gestion.

Il est demandé au conseil municipal :

- D’autoriser Madame le Maire ou l’adjoint délégué à signer le projet de convention joint en annexe ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L’UNANIMITE**.

14. Foncier – Acquisition de parcelle à l’Office Public de l’Habitat du Tarn

Par délibération en date du 19 janvier 2016, le bureau de l’Office Public de l’Habitat du Tarn validait le principe d’une régularisation foncière faisant suite à un programme immobilier de 4 maisons situées rue des Muguets. En effet, la configuration de ce programme a laissé un délaissé d’une surface approximative de 5 m² se trouvant sur l’emprise de la chaussée, comme présenté sur le plan annexé.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D’accepter l’acquisition d’une partie de la parcelle H1544 propriété de l’Office Public de l’Habitat du Tarn pour une surface de 5 m² conformément au plan annexé.
- De dire que cette acquisition se réalisera à l’euro symbolique.
- De dire que l’ensemble des frais inhérents à cette affaire seront supportés par l’Office Public de l’Habitat du Tarn.
- De désigner l’office notarial de maître Gardelle, domicilié route de Salvagnac 81310 Lisle-sur-Tarn, afin de rédiger les documents nécessaires.
- D’autoriser Madame le Maire ou l’adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L'UNANIMITE**.

15. Finances – Transfert du budget annexe du service des eaux au Syndicat Intercommunal d’Alimentation en Eau Potable de la Moyenne Vallée du Tarn – Régularisation de transfert d’actif

Par délibération en date du 11 mars 2013, le conseil municipal adoptait l'état de l'actif transféré au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Moyenne Vallée du Tarn ainsi que son transfert effectif au sein des écritures du syndicat.

Après analyse des comptes communaux par le comptable public, il s'avère que les détails repris dans cette délibération ne correspondaient pas à l'actif en vigueur, et aucune précision n'était effectuée s'agissant des subventions transférables et des emprunts. Il convient donc de régulariser cette situation.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D'arrêter l'état de l'actif transféré du budget annexe du service des eaux de la façon suivante :
 - Réseaux (article 21561) pour 1 927 705,42 € et amortissements des réseaux (article 281561) pour 925 427,44 € qui se décomposent de la manière suivante :

| Libellé | Valeur d'origine | Amortissements | Valeur comptable nette |
|--------------------------------------|------------------|----------------|------------------------|
| Réseau AEP 1972 | 4 708,10 € | - € | 4 708,10 € |
| Station de Ladin | 64 367,05 € | - € | 64 367,05 € |
| Château d'eau | 3 218,05 € | - € | 3 218,05 € |
| Compteurs d'eau 1972 | 452,71 € | - € | 452,71 € |
| Réseau AEP 1974 | 2 550,30 € | 1 061,92 € | 1 488,38 € |
| Réseau AEP 1979 | 1 095 324,70 € | 602 415,00 € | 492 909,70 € |
| Réseau AEP 1980 | 66 298,00 € | 35 328,00 € | 30 970,00 € |
| Réseau AEP 1981 | 90 321,01 € | 46 655,00 € | 43 666,01 € |
| Réseau AEP 1982 | 93 229,57 € | 46 590,00 € | 46 639,57 € |
| Réseau AEP 1983 | 94 188,03 € | 45 501,00 € | 48 687,03 € |
| Réseau AEP 1984 | 102 489,16 € | 47 824,00 € | 54 665,16 € |
| Réseau AEP 1985 | 67 125,87 € | 30 186,00 € | 36 939,87 € |
| Réseau AEP 1986 | 59 597,14 € | 25 818,00 € | 33 779,14 € |
| Pompe pour station | 961,23 € | 961,23 € | - € |
| Réseau AEP 1991 | 30 785,75 € | 16 149,00 € | 14 636,75 € |
| Branchement terrain de foot | 1 799,73 € | 880,00 € | 919,73 € |
| Aspirateur porte sur ridelles | 3 963,67 € | - € | 3 963,67 € |
| Réseau AEP Cusset 1999 | 19 493,57 € | 7 305,00 € | 12 188,57 € |
| Réseau AEP 1999 (Programme 172) | 23 651,63 € | 5 319,00 € | 18 332,63 € |
| Lunette laser Sokia | 4 485,29 € | 4 485,29 € | - € |
| Réseau AEP Rodières (Programme 9) | 3 608,62 € | 720,00 € | 2 888,62 € |
| Réseau AEP 2002 Meaux (Programme 1) | 26 992,14 € | 5 392,00 € | 21 600,14 € |
| Fontaine Place Saissac (Programme 1) | 2 418,54 € | 480,00 € | 1 938,54 € |
| Groupé réservoir du Cayla | 9 986,60 € | 998,00 € | 8 988,60 € |

| | | | |
|----------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| Réseau AEP 2007 Saint Gély | 3 059,37 € | 76,00 € | 2 983,37 € |
| Réseau AEP 2008 | 9 174,99 € | 229,00 € | 8 945,99 € |
| Réseau AEP 2009 | 1 315,60 € | 32,00 € | 1 283,60 € |
| Réseau AEP porte Peyrole | 35 024,45 € | 875,00 € | 34 149,45 € |
| Réseau AEP Bellevue | 7 114,65 € | 177,00 € | 6 937,65 € |
| TOTAL | 1 927 705,52 € | 925 457,44 € | 1 002 248,08 € |

- Montant des subventions transférables (article 131) : 205 262,19 €
 - Amortissement des subventions transférables (article 1391) : 159 123,86 €
 - Capital restant dû sur emprunt transféré (article 1641) : 27 412,13 €
 - Intérêts courus non échus (article 16884) : 658,82 €
- De régulariser les écritures de transfert de ces éléments au Syndicat Intercommunal d’Alimentation en Eau Potable de la Moyenne Vallée du Tarn à compter du 1^{er} janvier 2013.
 - D’autoriser Madame le Maire ou l’adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte cette affaire à **L’UNANIMITE**.

16. Informations et questions diverses

La séance est levée à 20h47.

Fait à Lisle-sur-Tarn, le 16 novembre 2017

Le Maire

Maryline LHERM

Les pièces complémentaires aux délibérations sont disponibles au secrétariat général.